

Note d'infos n° 44, Décembre 2011

Actualité Réseau

La prochaine réunion du Comité de pilotage du Réseau FAR aura lieu en janvier. L'ordre du jour traitera en particulier : de la création de l'Association réseau international FAR ; de l'appui à l'émergence des réseaux nationaux ; des études 2011 et de la participation à la Triennale de l'ADEA.

Focus sur Madagascar

Lancement officiel du réseau national malgache le 7 décembre

Le réseau FAR malgache, FARMADA, vient d'être officiellement lancé lors d'un atelier qui a réuni une centaine de participants représentant les acteurs de la formation agricole et rurale dans le pays : ministères publics, institutions publiques et privées de formation, organisations de producteurs (OP), ONG, partenaires techniques et financiers... Il a été ouvert par le Ministre de l'Agriculture, M. Roland Ravatomanga, en présence de son Directeur de Cabinet, du Secrétaire général, du Directeur général et d'une trentaine de responsables des services déconcentrés de ce ministère. En effet, si plusieurs OP et ONG sont actives dans la formation des ruraux (BIMTT, FERT/FIFATA, SOA...), il est crucial d'inclure et de renforcer les partenariats avec les services de l'agriculture en charge de l'appui à la production et à la formation dans les régions.

Finalité du réseau et résultats de l'atelier de lancement

Le Réseau FARMADA vise une double finalité : d'une part, faire émerger et valoriser les compétences des acteurs pour atteindre les objectifs des politiques nationales ; et d'autre part, contribuer à la construction d'une représentation commune du « Dispositif National FAR Malagasy ». L'atelier de lancement du 7/12 a permis de partager avec les différents acteurs présents les finalités du réseau FARMADA et le plan d'action à mettre en oeuvre. Il a été décidé d'élaborer une charte du réseau FARMADA.



Appui du réseau international FAR à FARMADA

Dans le cadre de l'activité prioritaire d'appui à l'émergence des réseaux nationaux que le réseau FAR s'est donné pour 2011 et 2012, une mission a eu lieu en octobre dernier pour accompagner à la structuration

du réseau FARMADA. Elle a permis de formaliser un plan d'action. Cette mission a été complétée par deux ateliers : le premier le 14/10 a réuni près de 50 participants à Tamatave pour écouter et débattre des résultats de l'étude confiée à Serge Bene sur le processus de transformation de la FAR dans le pays ; le second, les 20-21/10 au CNEAGR à Antananarivo, a aidé les membres du « noyau de préparation » de FARMADA à construire une représentation commune du dispositif national de FAR. Voir lien sur notre site : <http://goo.gl/YHHC>

Actualité pays

Maroc : Etude FAR sur la rénovation en cours du système d'enseignement agricole

La présentation de l'étude confiée à Abdelkader Ftouhi en juin 2011 sur la rénovation de l'enseignement agricole au Maroc a été faite le 24 novembre. Il s'agit notamment de l'implantation de l'approche par compétences (APC) et de la « ré-ingénierie » globale du système. Le débat sera poursuivi en janvier 2012 afin d'étudier la pertinence d'un réseau FAR Maroc.

Mali : Atelier sur l'harmonisation des approches de mise en place des organisations interprofessionnelles (OIP) agricoles

Cet atelier qui a eu lieu du 4 au 6 octobre visait à partager les expériences et approches de mise en place d'OIP avec quatre principaux points travaillés : informer les acteurs sur le dispositif législatif, présenter et analyser les diverses expériences, adopter une démarche commune, élaborer un plan d'action pour le renforcement des OIP. Plus d'information sur : <http://goo.gl/RoK7>

Côte d'Ivoire : Le FIRCA forme des organisations rurales

Un atelier de formation organisé par le Fond Interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole (FIRCA) en collaboration avec la BAD, a eu lieu les 21-22 novembre et a été suivi d'une autre formation avec les acteurs des filières coton et ananas en grande difficulté. (voir : <http://goo.gl/PHH4V>).

Sénégal : Journée mondiale des pêcheurs-artisans et autres travailleurs de la mer

Cette Journée mondiale s'est tenue du 21 au 23 novembre 2011 à l'ISRA à Dakar. Le thème était : « Face à la crise, quelles stratégies pour un secteur halieutique durable au Sénégal ».

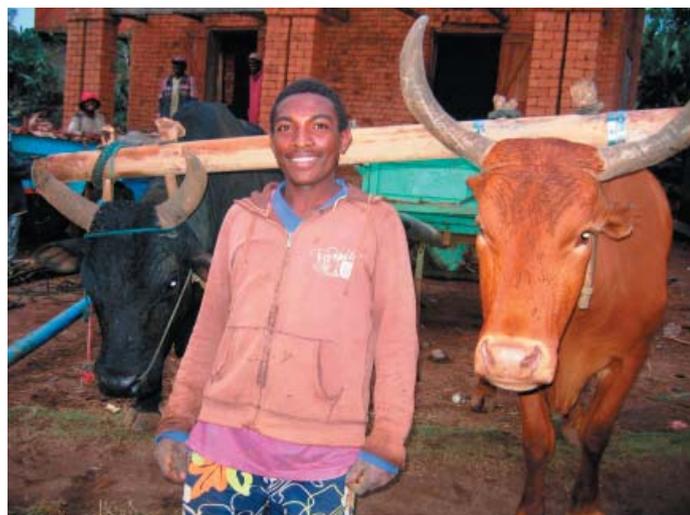
Maroc : Un prêt de 50 millions d'euros et une subvention de 300 000 € de l'AFD en faveur du pilier II du Plan Maroc Vert

Ce financement a pour objectif de mettre en oeuvre des projets visant l'amélioration du revenu des exploitations familiales des zones défavorisées dans les régions du Nord (Tanger-Tétouan, Taza-Al Hoceima-Taounate et Fès-Boulemane). L'essentiel du prêt sera consacré au financement de projets productifs présentés par des groupements d'agriculteurs et validés par le Comité d'investissement national. Une assistance technique appuiera la formation des promoteurs de projets et des agents des services agricoles sur des questions d'approche participative, de commercialisation des produits agricoles, de gestion. Le programme sera mis en oeuvre par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime et l'Agence de Développement agricole (Source : Note d'info de l'Ambassade de France au Maroc).

Interview du leader agricole sénégalais, Mamadou Cissokho

Le quotidien français *Le Monde* a publié un article sur « Mamadou Cissokho : le messager des paysans africains ». Fondateur et président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), M. Cissokho a soulevé le problème de « l'appropriation » (« les pays en développement, estime-t-il, doivent choisir leurs propres trajectoires et politiques ») ainsi que celui engendré par la « mutation » en cours des paysans africains.

« Les pays en développement, dit-il aussi, doivent choisir leurs propres trajectoires et politiques, un impératif qui figure dans les principes de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide. » Son second message rappelle le rôle essentiel des politiques agricoles et invite à refonder le développement économique des pays pauvres sur l'agriculture et le monde rural, trop souvent négligés.



Niger : Atelier de transformation laitière à petite échelle et notions de sécurité alimentaire.

L'atelier a eu lieu du 12 au 15 décembre 2011. Cette formation était organisée en étroite collaboration entre la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Abdou Moumouni de Niamey et l'Institut des régions chaudes de Montpellier SupAgro. Ont pu participer à la formation, des professionnels en projet de transformation laitière en milieu rural (entrepreneur, association de paysans, OPs, ONG...)

<http://www.reca-niger.org/spip.php?article386>

Sur vos agendas

Colloque international « Genre et agriculture familiale et paysanne, regards nord-sud », 22-25 mai 2012, Toulouse (France)

Ce colloque est organisé par l'UMR Dynamiques Rurales, l'Ecole Nationale de Formation Agronomique (ENFA) à Toulouse, l'UMR CNRS 5600 « Environnement, ville, société » à Lyon, l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève et le Réseau « Genre en Action ».

Des propositions de communication sont attendues avant le 15/01/2012 sur les quatre sous-thèmes suivants : Organisations familiales et formes sociales de production en agriculture ; Genre et gestion sociale des ressources ; Inégalités de genre dans la définition et impact des politiques agricoles et environnementales ; des hommes et des femmes dans les systèmes alimentaires territorialisés.

A noter que le premier sous-thème inclut « la formation des femmes et des hommes tant pour construire de l'engagement en regard des réalités sociales et familiales que pour mettre en place des nouvelles pratiques de travail qui rendent autant compte des transmissions que des innovations » et « les travaux qui rendent compte de mise en place de formations spécifiques ainsi que des situations qui interrogent les systèmes de formation des hommes et des femmes éclaireront cette thématique »

Plus d'info sur : <http://www.genreenaction.net/spip.php?article8680>

La parole à ...



Entretien avec M. Solofo Andrianjafimahatratra, Président National de la Chambre d'Agriculture de Madagascar, « Tranoben'ny Tantsaha » (TT)

Pourriez-vous vous présenter en quelques mots ?

Je suis riziculteur et je préside la Fédération des associations des usagers de la plaine d'Antananarivo. Je suis aussi Président de région d'un Groupe de Travail pour le Développement Rural (GTDR), Président National de la Chambre d'Agriculture et j'ai été Député au parlement de 2008 jusqu'à sa dissolution en mars 2009.

Quand la TT a-t-elle été créée et pour quelles raisons ?

J'ai remarqué que les paysans qui viennent à la capitale pour chercher des informations dans les administrations publiques doivent se rendre dans plusieurs endroits et ne trouvent pas toujours d'interlocuteurs qui puissent leur apporter de réponses. J'ai proposé en 2002 au Président de la République d'alors qu'on ait un lieu unique, une « grande maison » destinée uniquement aux paysans. C'est ce que signifie le nom malgache « Tranoben'ny Tantsaha » et nous l'avons traduit par Chambre d'Agriculture en français.

La TT a pour but de représenter et servir tous les agriculteurs malgaches, sans exception. Nous travaillons en étroite collaboration avec les cinq grandes organisations paysannes (OP) faitières malgaches qui existent et qui siègent en tant que Conseillers au bureau de la TT.

Nous sommes un établissement public à caractère administratif et nous souhaitons passer en établissement public à caractère professionnel. Nous avons un plan de relance sur trois ans qui devrait nous permettre d'être financièrement indépendants. Pour cela, nous avons proposé au gouvernement un projet de loi afin que nous jouissions d'une subvention de l'Etat par le biais de la ristourne agricole qui est appliquée dans les régions à hauteur de 2 à 3 % du prix des produits agricoles achetés par les commerçants. Nous proposons aussi que les produits agricoles exportés et importés soient taxés de 1 % ; c'est le « centime additionnel » afin de nous appuyer financièrement. Enfin, notre troisième objectif est la définition de notre métier et la reconnaissance de notre statut : un paysan est celui qui travaille dans l'agriculture, l'élevage et la pêche à plein temps et qui aura une carte professionnelle de producteur. Grâce à tous ces apports financiers, plus le financement initial de notre projet par le gouvernement, la TT aura son propre budget et pourra défendre les intérêts des producteurs agricoles.

La formation des agriculteurs fait-elle partie des priorités de la TT ?

Pour avoir des producteurs performants, il est primordial de les former ainsi que d'apporter des innovations, par exemple dans la mise en œuvre des projets ; d'où la nécessité que les bénéficiaires soient partie prenante à leur évaluation. Cela devrait changer les pratiques de mise en œuvre des activités en général et de celles de la formation en particulier. Et c'est pour cela que la Chambre d'Agriculture a initié ses membres au mécanisme de suivi évaluation.

A mon opinion, il est indispensable primo, que les OP proposent les formations aux producteurs au lieu de laisser reproduire une formation qui a déjà eu lieu et de payer les formateurs plusieurs fois ; secundo, d'instaurer une structure d'évaluation des formations par les OP qui devraient pouvoir donner leur avis sur l'objectif des formations et participer à leur évaluation ; tertio, que les formations soient accompagnées de mesures de développement (disponibilité d'engrais et semences, suivi technique, soutien aux prix...).

*Extrait d'une interview réalisée à Tamatave en octobre 2011
Transcrit par Evelyne Galtier et Igor Besson*

Note : l'interview complète est accessible sur notre site.